

2- LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUES (EXTRAIT DU PAC)

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
DE LA HAUTE-BIGORRE**

août 2019

Commune d'ASTE

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Vu pour être annexé à
l'arrêté du

ARRÊT DU PROJET

Le Président

**Liste des Servitudes
d'Utilité publique**

direction départementale
des Territoires
Hautes-Pyrénées

Service urbanisme
foncier logement

Bureau application
du droit des sols

3, rue Lordat BP 1349
65013 Tarbes Cedex
Tél. 05 62 51 41 41



Liste des servitudes d'utilité publique recensées

type	libelle	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
A7	Servitudes relatives aux forêts de protection	forêt classée	massif forestier de Gramont	décret ministériel	22/03/1927	Direction Départementale des Territoires SEREF
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	classé MH	Eglise - BEAUDEAN	arrêté préfectoral	28/08/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	inscrit MH	Eglise - ASTE	arrêté préfectoral	16/02/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage	Argados	arrêté préfectoral	13/03/2019	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	Captage	Hount Négro	arrêté préfectoral	13/03/2019	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	Source	HOUNTAET (CHEMIN LHERIS)	arrêté préfectoral	16/05/2008	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage source	ILHAOU	arrêté préfectoral	25/07/2006	Délégation territoriale de l'agence régionale de santé
I2	Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique	chute	Payolle et Campan	Pas de document trouvé		EDF / Direction Production Ingénierie DAIP
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisation	DN 100 BAGNERES DE BIGORRE-ARTIGUES	courrier gestionnaire		TIGF Secteur de Tarbes
I4	Servitudes relatives aux lignes électriques.	ligne 63 KV	Campan-Monloo 1 et 2	décret ministériel	14/10/1991	RTE TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST Groupe Ingénierie Maintenance Réseau

<i>type</i>	<i>libelle</i>	<i>objet</i>	<i>nom</i>	<i>document de référence</i>	<i>date</i>	<i>gestionnaire</i>
INT1	Servitudes au voisinage des cimetières	cimetière	information indicative DDT			Préfecture des Hautes-Pyrénées
PM1	Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles	PPRN	Asté	arrêté préfectoral	02/12/2016	Direction Départementale des Territoires SERCAD
PT1	Servitudes relatives à la protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électro-magnétiques	centre radioélectrique	065 013 0024- Campan nord	décret ministériel	05/04/1979	Télédiffusion de France Direction Régionale Sud-Ouest
T7	Servitudes aéronautiques relatives aux installations particulières à l'extérieur des zones de dégagement	servitude aéronautique extérieur zones dégagement	Servitude aéronautique	arrêté ministériel	25/07/1990	Direction Générale de l'Aviation Civile SNIA

Servitudes d'utilité publique T7



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Service national d'ingénierie aéroportuaire

Pôle de Bordeaux

Unité domaine et servitudes

Nos réf. : **N° 1363**

Vos réf. : Votre courriel du 12 juin 2019

Affaire suivie par : Christophe Plantey

snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 05 57 92 81 57

D.D.T des Hautes-Pyrénées
Service Urbanisme Foncier Logement

par courriel :
ddt-sufi-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

Mérignac, le 03 juillet 2019

Objet : PLU arrêté – Asté (65)

T:\UDS\Servitudes\4 Médi-Pyrénées\Qpr 65 - Hautes-Pyrénées\14019\PLU_Asté_Asté.edt

Par courriel cité en référence, vous nous informez que par délibération en date du 27/05/2019, la communauté de communes de la Haute-Bigorre a arrêté le projet du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Asté.

L'étude de ce dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

Le territoire de la commune n'est concerné que par **les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7)** :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

Il conviendra de rajouter à la liste des servitudes d'utilité publique.

Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du plan des SUP comme suit :

T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	ensemble de la commune
-----------	---	------------------------

Le **service gestionnaire** de cette servitude T7 est la DGAC / SNIA SO :

Adresse : DGAC/SNIA-SO - Aéroport Bloc technique - TSA 85002 - 33688 Mérignac cedex

mail : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

En conséquence, il est nécessaire de procéder à la mise à jour du projet de PLU arrêté.

Le Chef du pôle de Bordeaux

Christian Bérastégui-Vidalle

T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code des transports : Article L.6352-1

Code de l'aviation civile : Article R.244-1, Articles D.244-2 à D.244-4

Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

II – DEFINITION DE LA SERVITUDE

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, rétablissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

Cette servitude s'applique à tout le territoire national.

En dehors des agglomérations et en application des dispositions de l'arrêté et la circulaire interministériels du 25 juillet 1990, sont soumises à autorisation spéciale l'établissement des installations suivantes :

a) les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées, comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

b) à l'intérieur des agglomérations, ces hauteurs sont portées à 100 m.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- 130 mètres, dans les agglomérations ;
- 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - x les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - x les zones montagneuses ;
 - x les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

III – EFFETS DE LA SERVITUDE

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées au Guichet unique DGAC du territoire compétent. Un récépissé sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

IV – SERVICE RESPOSABLE DE LA SERVITUDE

DGAC / SNIA SO

Pôle de Bordeaux

Aéroport Bloc technique

TSA 85002 – 33688 Mérignac cedex

Servitudes d'utilité publique I4



VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-ART-2019-65042-CAS-137959-X5G9J3

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikael.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLU Arrêt du projet Commune d'Asté

Communauté de Communes
de la Haute-Bigorre

Hôtel de Ville

28 Place des Vignaux

65200 BAGNERES-DE-BIGORRE

A l'attention de M. Jacques BRUNE

Toulouse, le 08/07/2019

Monsieur le Président de la Communauté de Communes,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLU de la commune d'Asté, arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 27/05/2019 et transmis pour avis le 12/06/2019 par les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :

LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 ARTIGUES-GRIPP-CAMPAN

LIAISON AERIENNE 63kV N° 1 CAMPAN-MONLOO

LIAISON AERIENNE 63kV N° 2 CAMPAN-MONLOO

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones UA, UJ, 2AU, A, Ap, N sur le territoire couvert par le projet de document d'urbanisme.

Centre Développement Ingénierie Toulouse
82, chemin des courses BP 13731
31037 TOULOUSE CEDEX 1
TEL : 05.62.14.91.00

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de
surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

1/4
www.rte-france.com





1/ Annexe concernant la servitude I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLU afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude à la page 8 de la pièce n°4 relative aux annexes de votre projet de PLU, nous constatons que la représentation des tracés de la servitude I4 n'est pas lisible.

Pour cela, il conviendrait de disposer d'une carte générale des SUP de préférence au 1/5000 sur fond cadastral où toutes les servitudes pourraient être distinguées.

Pour ce faire, nous vous conseillons de vous appuyer sur les données disponibles au format SIG sous la plateforme Open Data « Réseaux énergies » en téléchargement sous licence ouverte (Etalab). Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour. Elles vous permettront d'apposer facilement nos ouvrages sur une carte des servitudes d'utilité publique au 1/5000.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Dans la pièce n° 4 relative à la liste des SUP, la désignation officielle de la servitude (nom) et la désignation du service localement responsable (gestionnaire) sont à revoir. Il manque la mention de la liaison aérienne 63kV N0 1 ARTIGUES-GRIPP-CAMPAN.



Les coordonnées du gestionnaire de la servitude I4 sont également à reprendre, nous vous demandons de les modifier par le nom et l'adresse du Groupe Maintenance Réseaux mentionnés ci-dessus.

De même, il manque la mention des servitudes I4 à la page 39 – paragraphe 2.9 de votre rapport de présentation et les modifications demandées plus haut sont également à reporter au sein dans le tableau présent au sein du rapport de présentation à la page 40.

A titre d'information, nous vous communiquons un livret « Prévenir pour mieux construire », résumant l'importance de nous consulter pour tout projet de construction à proximité des ouvrages électriques HTB.

Une note d'information relative à la servitude I4 vous est également communiquée en complément de ce courrier. Elle précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis ou
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de notre ouvrage précité.

Cette note d'information et ce livret peuvent être annexés en annexe de votre PLU.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme.

Dans le règlement du PLU, Considérant que nos ouvrages appartiennent à la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* », nous observons que cette sous-destination est autorisée ou autorisées sous condition dans les zones UA, A, Ap et N.

Il conviendrait de rajouter également cette mention pour la Zone UJ ainsi que pour le zone 2AU. Concernant cette dernière, nous ne l'avons d'ailleurs pas retrouvé dans votre règlement.

Par ailleurs, au sein des dispositions générales dans le règlement du PLU pour le paragraphe dédié aux « *Éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, culturel, historique ou architectural* », vous mentionnez que, conformément aux articles L151-19 et L151-23 du Code de l'urbanisme, « *Tous les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifiés par le P.L.U. sont soumis à déclaration et doivent respecter les prescriptions signalées dans le règlement.* »



Il s'avère que nos ouvrages, donc nos servitudes I4, peuvent traverser des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Or la servitude d'utilité publique I4 relative à nos ouvrages est notamment une servitude d'abattage d'arbres (article L.323-4 du Code de l'énergie) : « droit pour le concessionnaire de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. »

Nous vous demandons donc de mentionner dans le règlement qu'au sein des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme que RTE soit dispensé de déclaration préalable dans le cadre de ces activités de gestion de la végétation sous les lignes électrique aériennes.

Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente au service urbanisme de la DDT des Hautes-Pyrénées afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la Communauté de Communes, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT

PJ : Livret « Consulter RTE » ; note d'information relative à la servitude I4

Copie : Service de la DDT 65

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.

Sophie BORTAYRE

De: Sophie BORTAYRE
Envoyé: mercredi 4 septembre 2019 13:33
À: Sophie BORTAYRE
Objet: TR: servitude d'utilité publique



----- Message transféré -----

Sujet : RE: Avis PLU arrêté de Asté
Date : Tue, 3 Sep 2019 14:26:36 +0000
De : DURAN Yannick - Santé/SD/MIDI-PYRENEES/DD65/DTARS/VEILLE ALERTES
SANITAIRES (par AdER) <Yannick.DURAN@ars.sante.fr>
Répondre à : DURAN Yannick - Santé/SD/MIDI-PYRENEES/DD65/DTARS/VEILLE
ALERTE SANITAIRES <Yannick.DURAN@ars.sante.fr>
Pour : ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr
<ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr>
Copie à : ARS-OC-DD65-DIRECTION <ars-oc-dd65-direction@ars.sante.fr>

Bonjour,

Vous m'avez questionné dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'État sollicité conformément à l'article L153-16 du code de l'urbanisme.

En ce qui concerne les servitudes AS1, le document pour ASTE n'est pas complet.

En effet, celui-ci recense :

Source Hountaet, AP du 16/05/2008

Source Ilhaou : AP du 25/07/2006

Il convient de rajouter :

Source ARGADOS AP du 13 mars 2019

https://telechargement.sante.gouv.fr/6f5645e0b474fd4ad5ea/065_DUP_00058.pdf

Source Hount Negro : AP du 13 mars 2019

https://telechargement.sante.gouv.fr/ea4a1edc467326d99062/065_DUP_00057.pdf

Bien cordialement,

Yannick DURAN

Ingénieur Principal d'Etudes Sanitaires *Délégué Départemental Adjoint*

05 62 51 79 50 | 06 85 30 15 88 | yannick.duran@ars.sante.fr <mailto:yannick.duran@ars.sante.fr>

●● *Agence Régionale de Santé Occitanie*